

L'opposition social-démocrate favorite pour les élections législatives du 4 décembre prochain en Croatie

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Le 31 octobre dernier, le président de la République croate Ivo Josipovic a dissous le Hrvatski Sabor, chambre unique du Parlement, et confirmé que des élections législatives auront lieu le 4 décembre prochain. L'Union démocratique (HDZ), dirigée par la Premier ministre Jadranka Kosor, parti au pouvoir depuis 1991 (à l'exception d'une interruption entre 2002 et 2003), est donnée perdante dans toutes les enquêtes d'opinion.

La loi électorale croate a été modifiée et les circonscriptions ont été redessinées. Le leader de l'opposition, Zoran Milanovic (Parti social-démocrate, SDP), a dénoncé cette modification de la carte électorale moins d'un an avant les élections législatives, la qualifiant d'illégale. Branko Bacic, secrétaire général du HDZ, a rétorqué que la réaction des forces de l'opposition témoignait de leur peur de perdre le scrutin.

Le système politique croate

Le parlement croate est monocaméral depuis 2001 et la suppression de la Chambre des comitats, Son unique assemblée, le Hrvatski Sabor, compte environ 150 députés. Selon la Constitution, leur nombre varie selon les législatures ; il ne peut être inférieur à 100 ni supérieur à 160. Les députés sont élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel au sein de 10 circonscriptions, chacune d'entre elle élit 14 personnes. La 11e circonscription rassemble les Croates vivant à l'étranger. Seuls ceux qui possèdent une résidence dans le pays sont autorisés à participer aux élections. Le vote des Croates de l'étranger, traditionnellement favorables au HDZ, est un sujet de débat récurrent. L'influence de la diaspora sur le scrutin est toutefois faible. La 12e circonscription élit 8 députés représentant les minorités nationales. Dans l'actuel Parlement, 145 députés représentent les Croates et 8 les minorités nationales (serbe 3, hongroise 1, italienne 1, tchèque et slovaque 1) et 2 les autres minorités vivant dans le pays (Autrichiens, Bulgares, Bosniaques, Macédoniens, Monténégrins, etc.).

Un parti politique doit obtenir au minimum 5% des suffrages pour être représenté au Hrvatski Sabor.

10 partis politiques sont actuellement représentés au Hrvatski Sabor :

– l'Union démocratique (HDZ), centre-droit, fondée

en 1989 et dirigée par la Premier ministre sortante Jadranka Kosor, possède 66 sièges ;

– le Parti social-démocrate (SDP), principal parti d'opposition créé en 1990 et dirigé depuis mai 2007 par Zoran Milanovic, compte 56 députés ;

– le Parti paysan (HSS), dirigé par Josip Frisic et membre de la coalition gouvernementale sortante, possède 8 sièges ;

– le Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS), centre-gauche, fondé en 1990 et dirigé par Radimir Cacic, compte 7 députés ;

– l'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB), droite, fondée en 2006 et dirigée par Vladimir Sisljagic, possède 4 sièges ;

– le Parti démocrate d'Istrie (IDS), régionaliste, fondé en 1990 pour défendre les intérêts des habitants des régions de l'Istrie et du Kvarner et dirigé par Ivan Jakovcic, compte 3 députés ;

– le Parti des retraités (HSU), fondé en 1996 et dirigé par Silvano Hrelja, possède 1 siège ;

– le Parti du droit (HSP), droite, dirigé par Daniel Srb, compte 1 député ;

– les Travailleurs-Parti du travail (HL-SR), gauche, créé en 2010 et dirigé par Dragutin Lesar, possède 1 siège ;

– les Sociaux-démocrates (HSD), fondé en 2004 et dirigé par Ivica Pancic, compte 1 député.

Le président de la République est, en Croatie, élu au

suffrage universel direct tous les 5 ans. Ivo Josipovic, candidat du Parti social-démocrate soutenu par le Parti populaire-Libéraux démocrates, le Parti démocrate d'Istrie, le Parti des retraités, les Verts, ainsi que par le précédent chef de l'Etat, Stjepan Mesic, a remporté, le 10 janvier 2010, le 2e tour de l'élection présidentielle avec 60,26% des suffrages, battant son adversaire, Milan Bandic, maire de Zagreb exclu du Parti social-démocrate après avoir annoncé sa candidature et soutenu par le Parti démocrate paysan, qui a obtenu 39,74% des voix. La participation avait atteint 50,13% (33,80% lors du 1er tour du 27 décembre).

L'Union démocratique en difficulté

L'Union démocratique (HDZ) a lancé sa campagne électorale le 27 septembre dernier à Zagreb. Jadranka Kosor, Premier ministre sortante, s'est félicitée de l'action de son gouvernement, qui rassemble le HDZ et le Parti paysan. « *Le gouvernement est très fier de ce qu'il a réalisé qui constitue la réussite de toute la Croatie* » a-t-elle déclaré.

Pourtant, le pays connaît des difficultés socioéconomiques. La reprise est encore incertaine et la croissance du PIB stagne. Elle devrait atteindre 1% en 2011 selon les derniers chiffres de la Banque centrale. Le taux de chômage s'élève à 16,7%. Le gouvernement de Jadranka Kosor a été contraint de voter des mesures d'austérité : coupes budgétaires dans les administrations publiques, hausses d'impôts et baisses des salaires du secteur public et des pensions de retraite. En février 2011, des manifestations, les premières du genre, ont été organisées contre la politique de rigueur de la coalition gouvernementale. Tout au long de l'année, les Croates ont exprimé leur mécontentement dans les rues de Rijeka, Split ou Djakovo.

Au cours des 4 années à venir, Jadranka Kosor promet de relancer la croissance, de réduire le déficit public du pays (à 2,6% en 2013) et de relancer l'emploi des jeunes sans toutefois détailler les moyens par lesquels elle pourrait atteindre ses objectifs. « *Zoran Milanovic veut arriver au pouvoir au plus vite car il craint de voir ses chances de victoire s'amoinrir lorsque les négociations avec l'Union européenne seront achevées, que le résultat des réformes économiques sera visible et que la relance économique sera là* » a-t-elle souligné.

En plus de la crise économique socioéconomique internationale, le HDZ pâtit de diverses affaires de cor-

ruption dans lesquelles plusieurs de ses membres, dont l'ancien leader du parti et Premier ministre (2003-2009), Ivo Sanader, sont impliqués. Le 9 décembre 2010, à la demande du parquet, le Hrvatski Sabor a levé l'immunité parlementaire d'Ivo Sanader, qui avait fui la Croatie. Il a finalement été arrêté à Salzbourg (Autriche) où il est incarcéré. Le 18 juillet dernier, Ivo Sanader a été mis en examen pour abus de pouvoir et corruption. Il est accusé d'avoir perçu des fonds illégaux (480 000 €) d'une banque autrichienne (Hypo Alpe Adria) alors qu'il était vice-ministre des Affaires étrangères pendant la guerre de Croatie (1991-1995) et d'avoir perçu un pot de vin de 10 millions € du pétrolier hongrois MOL qui cherchait à s'assurer le contrôle de la compagnie pétrolière croate INA. Ivo Sanader encourt une peine maximale de 10 années d'emprisonnement. Son procès, ajourné une première fois pour des raisons médicales, s'est ouvert le 3 novembre dernier.

Sous le leadership de Jadranka Kosor, les choses se sont améliorées. La Premier ministre a d'ailleurs déclaré qu'elle n'oublierait et ne pardonnerait jamais les déclarations de Zeljko Jovanovic (SDP) qui a accusé le HDZ d'être une « *entreprise criminelle* ». Le renforcement de la lutte contre la corruption et le crime organisé est une exigence de l'Union européenne. Et le procès d'Ivo Sanader aura valeur de test aux yeux de Bruxelles.

Josip Frisic, leader du Parti paysan, allié du HDZ au gouvernement, souhaite la reconduction de la coalition gouvernementale. Il s'est déclaré confiant dans la victoire le 4 décembre prochain. « *Nous avons tout fait correctement. Beaucoup pense que la Premier ministre n'a rien fait mais elle a travaillé chaque jour pour amener la Croatie au plus près de l'Union européenne et nous sommes maintenant en situation de signer le traité d'accession de notre pays à l'Union européenne* » a-t-il déclaré. Jadranka Kosor a également indiqué son désir de reconduire la coalition gouvernementale sortante à l'issue du scrutin.

Les sociaux-démocrates favoris

Le Parti social-démocrate (SDP) a lancé sa campagne électorale le 21 septembre dernier à Varadzin (nord). Zoran Milanovic a présenté un programme de 21 points centré sur 5 mots : investissement, innovation, intégration, industrie et exportations. « *Un gouvernement dirigé par le Parti social-démocrate représente la garantie d'une meilleure Croatie* » a-t-il indiqué. Il

promet d'augmenter la croissance du PIB à 5% d'ici à 2015 et de récupérer les 140 000 emplois perdus au cours des 4 dernières années. Le SDP n'hésite pas à affirmer que s'il avait été au pouvoir durant la dernière législature, il aurait réduit le chômage, évité les baisses de salaires et des pensions de retraite, jugulé l'inflation et développé les infrastructures. Il a choisi de faire de la jeunesse l'un de ses thèmes prioritaires de campagne. Les jeunes, qui sont les plus sceptiques quant à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, sont considérés comme les principaux perdants de la mondialisation. « Ces élections législatives sont une bataille pour qu'ils retrouvent leur confiance, leur optimisme et leurs chances. Nous ne voulons pas d'une Croatie qui serait accrochée comme une moule au rocher de l'Union européenne ; nous voulons faire de notre pays un géant, un petit dragon des Vingt-sept » a déclaré Zoran Milanovic. « En Croatie, l'alternative est claire : d'un côté, l'incompétence, la corruption et la confusion et de l'autre, la chance et l'espoir d'être mieux gouvernés » a-t-il affirmé.

« L'Union démocratique n'a pas besoin de programme ; elle a montré durant les 8 dernières années ce qu'elle avait à offrir » a souligné Vesna Pusic, ancienne leader du Parti des retraités, allié du SDP pour la campagne électorale. Elle a également qualifié l'adhésion de son pays à l'Union européenne de « trophée que l'Union démocratique veut accrocher à un mur ».

Le SDP est en tête de toutes les enquêtes d'opinion depuis 2009. Le parti a déclaré qu'il s'allierait au Parti démocrate d'Istrie, au Parti populaire-Libéraux démocrates et au Parti des retraités pour les élections législatives. Si Zoran Milanovic remporte son pari le 4 décembre prochain, la Croatie connaîtra sa première alternance politique depuis 2000.

Entrée dans l'Union européenne : le compte à rebours est commencé

La Croatie devrait rejoindre l'Union européenne le 1er juillet 2013. Après 6 années de négociations, le traité d'accession à l'Union devrait être ratifié par au moins les 2/3 des membres du Hrvatski Sabor le 9 décembre prochain. Selon la Constitution croate, le texte doit être soumis à référendum dans les 30 jours suivant son adoption par le Parlement.

Le président de la République Ivo Josipovic, a émis le souhait que le référendum d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne soit organisé après les élections législatives. Le chef de l'Etat espère que le vote en faveur de l'adhésion de Zagreb rassemblera au moins 6 à 7 électeurs sur 10. Selon lui, les Croates qui déclarent qu'ils voteront « non » au référendum d'adhésion ont peur de l'inconnu et les partis politiques doivent

les informer et les aider à surmonter cette peur. L'ensemble des partis croates sont favorables à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne à l'exception du Parti du droit de Daniel Srb et de 3 partis non représentés au Parlement: Seulement la Croatie dirigé par Milovan Sibl, l'Action pour une meilleure Croatie de Zeljko Sasic et le Parti démocrate-chrétien de Petar Kacunko qui, le 5 octobre dernier, se sont unis dans l'Alliance pour la Croatie.

L'avancée des négociations avait été ralentie par les différends existant entre Zagreb et Bruxelles en matière de poursuites des criminels de guerre, de lutte contre la corruption ou encore du tracé des frontières avec la Slovénie. L'Union européenne a longtemps reproché à la Croatie de ne pas suffisamment collaborer avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye (TPIY) et à trop tarder pour réformer son système judiciaire, considéré comme trop dépendant du pouvoir en place. Toutefois, l'Union européenne a estimé que des progrès considérables ont été accomplis et les négociations d'adhésion ont été clôturées le 30 juin dernier.

Le différend frontalier avec Ljubljana a entraîné la suspension des négociations entre la Croatie et l'Union européenne en décembre 2008. Le différend entre les deux Etats portait sur quelques kilomètres de côtes et quelques miles marins de la mer Adriatique situés dans la baie de Piran et constituant l'unique accès de la Slovénie aux eaux internationales. En effet, le pays est entouré par des eaux nationales, italiennes au nord et croates au sud. Ljubljana souhaitait donc une extension de ses eaux territoriales de façon à posséder son propre accès aux eaux internationales, ce à quoi Zagreb s'est longtemps opposée avant de revenir sur sa position en 2009. Le tracé de la frontière maritime entre les 2 pays fait l'objet d'une procédure d'arbitrage international.

La Croatie devrait donc être la deuxième République issue de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'Union européenne. « La porte est désormais ouverte, la Croatie revient en Europe » a déclaré la Premier ministre Jadranka Kosor qui espère que ce succès confortera son parti à quelques semaines du scrutin.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut CRO Demoskop et publiée le 3 novembre dernier, la coalition de l'Alliance pour le changement, qui rassemble le Parti social-démocrate, le Parti populaire-Libéraux démocrates, le Parti des retraités et le Parti démocrate d'Istrie, recueillerait 37,2% des suffrages. L'Union démocratique obtiendrait 18,3% des voix. Parmi les autres partis en lice, seuls les Travailleurs-Parti du travail (HL-SR) atteindraient les 5% de suffrages indispensables pour être représentés au Parlement.

Rappel des résultats des élections législatives du 25 novembre 2007 en Croatie

Participation : 59,6%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage de suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Union démocratique (HDZ)	907 743	36,6	66
Parti social-démocrate (SDP)	775 690	31,2	56
Coalition verte-jaune (Z) Parti paysan/Parti social-libéral/Parti des régions côtières du Primorje et du Gorski Kotar/Parti démocratique de Zagorge/Parti de Zagorge (HSS/HSL/PGS/ZDS/ZS)	161 814	6,5	8
Parti populaire (HNS)	168 440	6,8	7
Parti démocrate d'Istrie (IDS)	38 267	1,5	3
Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB)	44 552	1,8	3
Parti des retraités (HSU)	101 091	4,1	1
Parti du droit (HSP)	86 865	3,5	1
Minorités nationales			8
Autres	184 477	7,4	0

Source : Site internet <http://psephos.adam-carr.net/countries/c/croatia/croatia2007.txt>

La coalition de gauche donnée gagnante aux élections législatives croates du 4 décembre prochain

J-7
7 jours avant
le scrutin

Environ 4 000 personnes, issues de 21 partis politiques, sont candidates aux élections législatives en Croatie le 4 décembre prochain. 151 sièges sont à pourvoir au Sabor, chambre unique du Parlement.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le Parti démocratique indépendant serbe de Croatie (SDSS) présente une liste conduite par le vice-Premier ministre sortant Slobodan Uzelac dans l'une des 10 circonscriptions territoriales, la 9e (Zadar, Sibenik, Knin). Jusqu'alors, le SDSS ne concourait que pour le collège des minorités nationales.

Le 2 novembre dernier, le président de la République, Ivo Josipovic, est intervenu à la télévision pour appeler ses compatriotes à participer au scrutin. « Le bulletin de vote est toujours l'arme la plus puissante de la démocratie et il est entre vos mains » a-t-il. De même, la Conférence des évêques catholiques a souhaité mobiliser les électeurs. « Nous n'avons pas le droit de nous plaindre de notre vie si nous renonçons à l'influencer » peut-on lire dans leur message. La campagne officielle, qui sera la plus courte campagne électorale qu'a connue la Croatie, a débuté le 16 novembre et prendra fin le 2 décembre à minuit.

La Premier ministre sortante, Jadranska Kosor (Union démocratique, HDZ), dont le gouvernement rassemble le HDZ et le Parti paysan (HSS), parti conservateur dirigé par Josip Frisic, est candidate dans la 5e circonscription (Pozega, Slavonski Brod, Vukovar) d'où elle est originaire (elle est née à Pakrac) et qui est l'un des fiefs du HDZ. Selon certains analystes, ce choix lui permet d'éviter un duel avec le leader de l'opposition Zoran Milanovic (Parti social-démocrate, SDP), candidat dans la 1ère circonscription (Zagreb). Le HDZ y sera représenté par Miroslav Tudjman, fils de l'ancien Président (1990-1999) Franjo Tudjman.

« *L'économie, le renforcement de l'économie constituent le cœur et le cerveau de notre programme. Nous voulons une Croatie socialement responsable, juste, européenne et qui se développe de façon équitable* » répète Jadranska Kosor, consciente cependant des difficultés qui assaillent le HDZ.

Depuis le 3 novembre dernier, le parti doit faire face au procès de son ancien leader, l'ancien Premier ministre (2003-2009) Ivo Sanader, qui comparait pour six chefs d'accusation dont la corruption, le financement illégal et l'abus de pouvoir. Il est accusé d'avoir perçu des fonds illégaux (à hauteur de 480 000 €) d'une banque autrichienne (Hypo Alpe Adria) alors qu'il était vice-ministre des Affaires étrangères pendant la guerre de Croatie (1991-1995) et d'avoir, plus tard, perçu un pot de vin de 10 millions € du groupe pétrolier hongrois MOL qui cherchait à s'assurer le contrôle de la compagnie pétrolière nationale croate INA. Ivo Sanader encourt une peine maximale de 10 années d'emprisonnement. 4 autres responsables du parti comparaissent avec l'ancien Premier ministre.

Par ailleurs, le HDZ fait également l'objet d'une enquête menée par le Bureau pour la lutte contre le crime organisé (USKOK) sur le financement des campagnes électorales des scrutins législatif de 2003 et 2007 et présidentiel de 2005. « *C'est une tentative de démolition de l'Union démocratique* » a déclaré la Premier ministre sortante. « *Le parti sortira plus fort de ces investigations* » a affirmé le vice-président du parti, Ivan Jarnjak. « *Il s'agit d'un signe clair de la volonté de s'intéresser à la corruption de haut niveau et de démontrer que désormais personne n'est plus protégé* » a indiqué Zarko Puhovski, analyste politique. « *Ce qui arrive confirme que nous disons la vérité à nos amis européens. Aujourd'hui, personne n'est désormais intouchable en Croatie. Nous sommes un pays où règne l'Etat de droit* » a souligné le président de la République Ivo Josipovic.

En difficulté dans la campagne électorale, le HDZ fait appel au patriotisme. Il a rappelé plusieurs de ses anciens cadres, comme l'ancienne ministre de la Justice (2003-2006) et actuelle présidente du Centre démocratique (DC), Vesna Skare-Ozbolt. Jadranska Kosor, qui a lancé sa campagne à

Veliko Trgovisce, ville natale de Franjo Tudjman, a qualifié ce choix de « *retour aux sources* ». Le parti a choisi de s'allier dans les 9e et 10e circonscriptions avec le controversé leader du Parti des citoyens croates (HGS) et maire de Split, l'homme d'affaires Zeljko Kerum, qui occupe la 3e position sur la liste du HDZ dans la 10e circonscription (Split-Dalmatie Dubrovnik-Neretva, Lika). Cette alliance a cependant été très diversement acceptée par les membres du parti.

Enfin, la Premier ministre Jadranska Kosor doit faire face au mécontentement des Croates en proie à de grandes difficultés socioéconomiques. La croissance du PIB stagne (1% prévu pour l'année 2011 par la Banque centrale) et le taux de chômage est proche de 17%. Le gouvernement a mis en place ces derniers mois des mesures d'austérité (coupes budgétaires, hausses d'impôts et baisses des salaires du secteur public et des pensions de retraite), des mesures qui ont fait descendre un grand nombre de Croates dans les rues de Zagreb, Rijeka, Split et Djakovo.

Le Parti paysan (HSS) a présenté à Bjelovar son programme électoral intitulé 5 +développement équitable. Le terme 5 renvoie aux piliers sur lesquels il souhaite fonder le développement de la Croatie. Outre la famille, il s'agit du développement équitable, du développement du tourisme à partir de nouveaux modèles, de la protection de l'environnement, de la revitalisation des régions rurales et de la préservation des ressources naturelles. Son leader, Josep Frisic, veut faire du HSS le principal parti de droite du pays.

Du côté des forces de l'opposition, le Parti social-démocrate de Zoran Milanovic s'est allié pour le scrutin au Parti démocrate d'Istrie (IDS) dirigé par Ivan Jakovcic, au Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic et au Parti des retraités (HSU) dirigé par Silvano Hrelja. Les 4 partis sont réunis au sein d'une coalition de gauche appelée Kukuriku (Alliance pour le changement).

« *Notre première tâche sera de créer des emplois* » affirme Radimir Cacic, qui pourrait devenir ministre de l'Economie en cas de victoire de la gauche le 4 décembre. Pour faire baisser le taux de chômage, les forces de l'opposition veulent stimuler les investissements, notamment dans les secteurs du tourisme, des transports et de l'énergie. Elles souhaitent également réformer le système fiscal et se sont fixées pour objectif de réduire de moitié au cours des 4 années à venir le déficit budgétaire, qui représente actuellement 6,2% du PIB. Enfin, elles veulent modifier le système de retraite. 1,4 million de travailleurs soutiennent 1,1 million de retraités, bénéficiaires d'aides sociales ou encore vétérans de guerre selon des chiffres de l'Institut national des statistiques datant du mois de septembre dernier. « *Les gens partent trop tôt à la retraite dans notre pays et ne perçoivent pas les allocations dont ils ont besoin* » a déclaré Radimir Cacic.

Branimir Glavas, ancien avocat et fondateur de l'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB), parti présidé par Vladimir Sisljagic, n'est finalement pas candidat. Considéré comme un héros en Slavonie, le premier Croate à avoir été reconnu coupable de crimes de guerre a été condamné à 10 ans de prison (réduits à 8 par la Cour suprême) pour avoir, en 1991, ordonné la torture et le meurtre d'au moins 10 civils serbes à Osijek, ville dont il assurait alors la sécurité. Il est actuellement emprisonné en Bosnie-Herzégovine, pays dont il possède la nationalité et où il s'était enfui après la guerre. Branimir Glavas a renoncé à concourir au scrutin après que la Cour constitutionnelle a indiqué que sa candidature violait le code des valeurs démocratiques fondamentales.

La Croatie devrait signer avec les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union européenne le 9 décembre prochain à Bruxelles un traité d'adhésion. Le pays deviendrait le 1er juillet 2013 la 2e République issue de l'ex-Yougoslavie à rejoindre l'Union européenne. « *L'adhésion à l'OTAN et la fin des négociations avec l'Union européenne confirment que la Croatie respecte désormais la majorité des normes internationales. Le gouvernement sortant a fortement contribué à ce résultat* » a déclaré le président de la République Ivo Josipovic qui se rendra avec la Premier mi-

nistre sortante Jadranka Kosor à Bruxelles le 9 décembre. Les Croates seront appelés à se prononcer par référendum sur l'adhésion de leur pays à l'Union européenne en janvier 2012.

Jadranka Kosor s'appuie sur cet événement pour mobiliser ses compatriotes. « *La question de savoir qui dirigera le pays au moment de l'adhésion est primordiale. Le HDZ est membre du Parti populaire européen (PPE), qui est le plus important groupe politique au Parlement européen, ce qui nous a permis de recevoir 3,5 milliards € de l'Union européenne* » a-t-elle déclaré.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, l'Alliance pour le changement devrait remporter les élections législatives et le HDZ recueillir son résultat le plus faible. Le Parti populaire-Libéraux démocrates, l'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja, le Parti paysan Parti du droit (HSP) et la Liste indépendante Ljubo Jurcic devraient également avoir des élus au Sabor.

A une semaine du scrutin, la victoire des forces de l'opposition semble quasi acquise. La question principale concerne plutôt l'avenir du parti actuellement au pouvoir. Le HDZ va-t-il parvenir à sauvegarder un groupe parlementaire capable de représenter une réelle opposition à la gauche dans le prochain Sabor ?

La coalition d'opposition de gauche s'impose aux élections législatives croates

RESULTATS

La coalition Kukuriku - « l'Alliance pour le changement » - emmenée par le Parti social-démocrate (SDP), principal parti d'opposition dirigé par Zoran Milanovic, et regroupant le Parti démocrate d'Istrie (IDS) dirigé par Ivan Jakovic, le Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic et le Parti des retraités (HSU) dirigé par Silvano Hrelja, est arrivée en tête des élections législatives qui se déroulaient le 4 décembre en Croatie avec 44,5% des suffrages et 80 sièges (+13 par rapport au précédent scrutin du 25 novembre 2007) au Hrvatski Sabor, chambre unique du Parlement. Elle devance l'Union démocratique (HDZ) de la Premier ministre sortante Jadranka Kosor qui a obtenu 22,1% des voix et 47 sièges (-19). L'Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB) de Vladimir Sisljagic remporte 6 sièges tout comme les Travailleurs croates-Parti du travail (HL-SR) dirigé par Dragutin Lesar. La Liste indépendante emmenée par l'ancien prêtre, Ivan Grubisic, remporte 2 députés. Le Parti paysan (HSS), dirigé par Josip Frisic et membre de la coalition gouvernementale sortante, obtient 1 siège, tout comme le Parti du droit (HSP).

La coalition Kukuriku s'est imposée dans 8 des 10 circonscriptions électorales. Le HDZ l'a emporté dans 3 circonscriptions dont celle des Croates de l'étranger (70,24% des suffrages).

Concernant la 12e circonscription, celle représentant les minorités nationales, ont été élus Milorad Pupovac, Vojislav Stanimirovic et Jovo Vukovic pour les Serbes, Robert Jankovics pour les Hongrois, Furio Radin pour les Italiens, Vladimir Bilek pour les Tchèques et les Slovaques, Zeljko Balog pour les Autrichiens, Bulgares, Allemands, Polonais, Roms, Roumains et Ruthènes et Ermina Lekaj Prljaskaj pour les Albanais, Bosniens, Monténégrins, Macédoniens et Slovènes.

La participation s'est élevée à 56,55%, soit -3,1 points par rapport au scrutin législatif du 25 novembre 2007.

« Les citoyens croates nous ont accordé leur confiance. Ils nous ont donné la chance de diriger la Croatie et notre responsabilité est énorme. Je promets que nous ne vous laisserons pas tomber. Nous allons faire ensemble le bien de la Croatie » a déclaré Zoran Milanovic à l'annonce des résultats, ajoutant « Nous allons rejoindre l'Union européenne et c'est une immense opportunité pour nous ». « Nous prenons cette manifestation de soutien avec sérieux et nous allons travailler dur. Cela nous donne un mandat fort, mais cela constitue aussi un grand devoir » a déclaré Vesna Pusic, ancien leader du Parti des retraités -pressentie comme ministre des Affaires étrangères- à la chaîne de télévision Nova TV.

L'Union démocratique (HDZ) a reconnu sa défaite. « Désormais, nous commençons à travailler pour la victoire aux prochaines élections législatives. Nous allons servir notre peuple avec dignité, même dans l'opposition » a indiqué la Premier ministre sortante Jadranka Kosor. Les mauvais résultats économiques et les nombreuses affaires de corruption expliquent l'échec du parti au pouvoir. « Jadranka Kosor n'a pas échoué, c'est Ivo Sanader qui nous a fait perdre le scrutin » a affirmé l'ancienne ministre de la Justice (2003-2006) et actuelle présidente du Centre démocratique (DC), Vesna Skare-Ozbolt, faisant allusion au procès de l'ancien leader du HDZ et ancien Premier ministre (2003-2009) Ivo Sanader, qui comparait depuis le 3 novembre dernier pour six chefs d'accusation. Par ailleurs, le parti fait également l'objet d'une enquête menée par le Bureau pour la lutte contre le crime organisé (USKOK) sur le financement des campagnes électorales des scrutins législatif de 2003 et 2007 et présidentiel de 2005, auquel Jadranka Kosor avait été candidate.

« J'attends une meilleure coopération que ce qui a été fait jusqu'à maintenant. Je suis optimiste. Le scrutin législatif a montré que la Croatie est une démocratie mature » a déclaré le président de la République Ivo Josipovic.

Agé de 45 ans, et originaire de Zagreb, Zoran Milanovic est diplômé en droit de l'université de Zagreb. Il a travaillé au ministère des Affaires étrangères avant de partir au Haut-Karabagh où il a été le premier Croate à participer à une mission de paix de l'ONU. Entre 1996 et 1999, il est conseiller au sein de la mission croate

après de l'Union européenne et de l'OTAN. En 1999, il rejoint le Parti social-démocrate et, après la victoire du parti aux élections législatives du 3 janvier 2000, il devient responsable des relations avec l'OTAN, puis, en 2003, vice-ministre des Affaires étrangères.

Le 2 juin 2007, Zoran Milanovic est élu à la tête du Parti social-démocrate s'imposant devant 3 autres candidats Zeljka Antunovic, Milan Bandic et Tonino Picula. Le 23 novembre 2010, il signe un accord avec le Parti populaire-Libéraux démocrates (HNS) de Radimir Cacic, le Parti démocrate d'Istrie (IDS) de Ivan Jakovic et le Parti des retraités (HSU), dirigé par Silvano Hrelja, afin de constituer une coalition politique, baptisée Alliance pour le changement en vue des élections législatives de 2011.

Le futur gouvernement de Zoran Milanovic devra mener une politique d'austérité en coupant dans les dépenses budgétaires et parvenir à relancer l'économie de la Croatie, pays qui comptait 17,4% de chômeurs en octobre dernier, où la dette souveraine dépasse 100% du PIB et où la croissance du PIB ne devrait pas excéder 0,5% cette année. La nouvelle équipe en place aura pour tâche de renforcer la lutte contre la corruption. Zoran Milanovic a déclaré que « la victoire constituait la partie la plus facile et n'était que le début du travail ». « Réformer la Croatie sera plus difficile » a averti le leader des forces de gauche qui s'est bien gardé au cours de la campagne électorale de divulguer la stratégie qu'il mettrait en œuvre pour tenir ses promesses (la réduction de la dette, la création d'emplois, la fin de la fuite des cerveaux, etc.).

Zoran Milanovic a annoncé que « le budget serait mis au régime » et que « les Croates devraient travailler plus, plus dur et plus longtemps ». Il a promis des mesures destinées à stimuler le redressement économique, comme la suppression de l'impôt sur les bénéfices réinvestis ou la baisse des contributions sociales pour toute nouvelle embauche.

« Le risque le plus important est celui d'une dégradation de la note souveraine » a souligné Zdeslav Santic, analyste de la banque Splitska. « Dans les mois qui viennent, le prochain budget devra montrer la consolidation des comptes publics et rassurer les investisseurs étrangers. C'est tout simplement indispensable » a-t-il ajouté.

Le 9 décembre prochain, la Croatie doit signer à

Élections législatives en Croatie 4 décembre 2011

Bruxelles son traité d'adhésion à l'Union européenne. Le 1er décembre, le Parlement européen a approuvé par 564 voix, contre 38 et 32 abstentions, l'adhésion de Zagreb. Les Croates devront se prononcer dans les semaines à venir par référendum sur l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. S'ils la confirment par leur vote, celle-ci deviendra effective le 1er juillet 2013. Le 1er décembre, les députés européens ont invité

Zagreb à s'attaquer « *aux problèmes qui subsistent, en particulier dans les domaines des réformes judiciaires et de la lutte contre la corruption et le crime organisé* » et à multiplier ses efforts en vue de poursuivre en justice les crimes de guerre, de respecter l'ensemble des recommandations du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye (TPIY) et d'encourager le retour des réfugiés de guerre, notamment les Serbes.

Résultats des élections législatives du 4 décembre 2011 en Croatie

Participation : 56,55%

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
Alliance pour le changement (KUKURIKU)	80
Union démocratique (HDZ)	47
Alliance démocratique de Slavonie et Baranja (HDSSB)	6
Travailleurs croates-Parti du travail (HL-SR)	6
Liste indépendante Ivan Grubisic	2
Parti du droit (HSP)	1
Parti paysan (HSS)	1
Minorités nationales	8
Autres	0

Source : <http://www.izbori.hr/2011Sabor/rezultati/rezultati.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.